

La « ceinture rouge » parisienne vire de plus en plus au rose

► Plusieurs députés sortants du Front de gauche ont été devancés au premier tour des élections législatives par le candidat soutenu par le PS. ► Terre d'élection de Maurice Thorez, Jacques Duclos et Georges Marchais, la banlieue parisienne ne peut plus prétendre au statut de « bastion communiste ».

« Paris encerclé par le prolétariat révolutionnaire ! », s'exclama Paul Vaillant-Couturier, dans *L'Humanité*, entre les deux tours des élections législatives de 1924. C'est ainsi que fut actée l'idée d'une « ceinture rouge » autour de Paris, « ville-centre bourgeoise et conservatrice entourée d'une périphérie plus populaire, voire prolétaire, et acquise aux partis du mouvement ouvrier », rappelle l'historienne Annie Fourcaut dans le *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle* (PUF).

Cet ancrage, qui a atteint son apogée aux municipales de 1977, demeure encore une réalité. Il y a cinq ans, sur 17 députés commu-

nistes, huit avaient en effet été élus dans des départements franciliens : Marie-George Buffet, François Asensi, Patrick Braouezec et Jean-Pierre Brard en Seine-Saint-Denis ; Roland Muzeau, Marie-Hélène Amiable et Jacqueline Fraysse dans les Hauts-de-Seine ; Pierre Gosnat dans le Val-de-Marne. Mais la banlieue rouge n'a pas été épargnée par le déclin national du PCF. Avec, selon l'historien Romain Ducoulombier, des causes spécifiques. « Pour améliorer la condition populaire, la construction de grands ensembles constituait une des caractéristiques des municipalités communistes, explique-t-il. Or la composition sociologique de ces quartiers a évolué, en particulier avec l'arrivée de populations immigrées sur lesquelles le PCF ne possédait pas la même emprise. »

Pour ses travaux, l'auteur de *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France* (Perrin) a pu consulter des notes des renseignements généraux. Celles-ci font état dès la fin des années 1970 de l'inquiétude d'élus communistes. C'est à cette même époque que le maire PCF de Vitry-sur-Seine, Paul Mer-

cieca, suscite une polémique en détruisant au bulldozer un foyer de travailleurs immigrés maliens. Dans une lettre publiée alors par *L'Humanité*, Georges Marchais lui apporte son soutien en demandant « une répartition équitable des travailleurs immigrés entre toutes les communes » et en plaidant pour « stopper l'immigration officielle et clandestine ».

La banlieue rouge n'a pas été épargnée par le déclin national du PCF.

Autre raison de l'érosion du PCF avancée par Romain Ducoulombier : « L'émancipation idéologique et financière des élus, au point que certains se présentent parfois sans l'étiquette du parti, dont ils ont ébranlé l'homogénéité. » De fait, Jean-Pierre Brard n'en est plus membre depuis 1996, alors que Patrick Braouezec, Jacqueline Fraysse et François Asensi l'ont quitté en 2010.

Masquée par la dynamique créée à la présidentielle par l'ex-PS Jean-

Luc Mélenchon, l'inexorable fonte de la gauche communiste se poursuit en Île-de-France aux législatives. Candidats uniques au second tour, Marie-George Buffet et François Asensi seront réélus. Jacqueline Fraysse dispose d'une réserve suffisante de voix à gauche pour l'être également. Devancés au premier tour par un candidat soutenu par le PS, quatre autres députés sortants du Front de gauche ont en revanche retiré leur candidature : Roland Muzeau, Marie-Hélène Amiable, Jean-Pierre Brard et Pierre Gosnat. Également distancé, Patrick Braouezec a, lui, décidé de se maintenir, provoquant au second tour un duel avec le PS.

« En banlieue parisienne, d'anciens électeurs du PCF votent aujourd'hui socialiste, parfois après un passage par l'abstention », décrypte Romain Ducoulombier. Une situation sociale bien différente de celle du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, où « la mono-activité ouvrière a été liquidée par la crise industrielle » et où c'est souvent le vote FN qui a remplacé le vote communiste.